

Les crédits

Mme Marleau: Merci pour votre excellente question. L'enseignement postsecondaire au Canada a été lourdement imposé et pénalisé jusqu'à maintenant. Les personnes qui, dans ma région, travaillent dans le secteur de l'enseignement sont extrêmement préoccupées par les réductions qui sont déjà survenues au sein du système et se demandent comment elles vont pouvoir absorber les compressions budgétaires plus graves qu'elles entrevoient.

La véritable question est de savoir comment nous arriverons à être aussi compétitifs qu'il le faut si nous ne formons pas aujourd'hui nos jeunes. Nos ressources humaines constituent la clé. Nous avons les ressources naturelles, mais il faut apprendre à nos jeunes à ajouter de la valeur à ces ressources de sorte que nous puissions fabriquer nous-mêmes des produits et les exporter vers d'autres pays, au lieu d'exporter nos ressources naturelles vers des pays où la main-d'oeuvre est bon marché, mais peut-être pas aussi bien formée. Si nous offrons une très bonne formation à nos jeunes, nous pourrions nous permettre de leur payer de bons salaires, car nous pourrions produire des produits de meilleure qualité et les vendre à meilleur prix. Nous aurons formé nos jeunes tout en menant les activités de recherche et de développement qu'il faut pour trouver des techniques neuves et innovatrices dans le secteur manufacturier. C'est absolument essentiel.

C'est ce qui a fait la grandeur de notre pays jusqu'à maintenant. Ce n'est pas le temps de relâcher nos efforts dans ce domaine.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je tiens à féliciter la députée de Sudbury pour sa parfaite démonstration de sagesse économique. Toutefois, je me demande si elle sait que quelque 31 000 Ontariens ont été mis à pied récemment, dont près de 20 000 par suite de la fermeture d'usines, ce qui veut dire qu'ils ne seront pas réembauchés.

Je me demande si elle pourrait attirer l'attention de la Chambre sur le fait que ces emplois ne sont pas perdus seulement de façon provisoire, mais pour de bon. Il nous faut donc instaurer des modifications structurelles profondes et importantes.

Mme Marleau: J'ajouterai ceci à cette observation: Honte au gouvernement qui fait ce genre de choses! Il est déraisonnable de sa part de persister à ne vouloir rien entendre et rien voir de cette parfaite désindustrialisa-

tion et de la perte de tant d'emplois durables. Ne s'intéresse-t-il pas à ce qui se passe au Canada?

Le député qui me fait face secoue la tête. Je ne crois pas qu'il y a de quoi rire. Je ne vois aucun réel avenir pour notre pays tant que le gouvernement maintiendra sa politique de dévastation totale de notre économie.

Je demanderais au député d'en face de bien vouloir transmettre à son chef le message que nous nous efforçons de faire passer ici.

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Reprise du débat. La parole est à l'honorable député d'Ottawa—Vanier, pour 10 minutes.

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, je partage mon temps de parole avec la députée de Sudbury.

La motion qui est présentement devant nous fait le point sur l'influence néfaste qu'ont eue les politiques du gouvernement conservateur sur l'économie canadienne. Il y a trois points à la motion devant nous. Premièrement, la motion demande:

Que la Chambre blâme le gouvernement:

1) de s'en tenir à une politique de maintien des taux d'intérêt et du cours du dollar à un niveau élevé qui donne aux étrangers un avantage concurrentiel continu sur les producteurs canadiens;

C'est une réalité, et c'est également une vérité. En effet, la présente récession fabriquée au Canada en grande partie par le gouvernement conservateur est alimentée par une politique conservatrice d'intérêts élevés et d'un dollar également surélevé.

[Traduction]

L'année dernière, l'économie ontarienne a porté une grande partie du fardeau. Entre janvier 1990 et février, l'Ontario a perdu 56 000 emplois, surtout dans le secteur de la fabrication, dont la moitié étaient des emplois spécialisés qui seront difficiles à remplacer. Le potentiel industriel de l'Ontario s'est détérioré et, comme je l'ai dit, une grande partie des dommages se révélera permanent.

Le blâme de ce gâchis économique ne peut être attribué qu'à l'insensibilité de ce gouvernement conservateur, qui a planifié cette récession et ces milliers de faillites personnelles et commerciales. Le mal se fait sentir partout en Ontario et dans la circonscription d'Ottawa—Vanier que je représente. C'est terrible.